

No. 50131*

**Spain
and
France**

Agreement between the Government of the Kingdom of Spain and the Government of the French Republic on emergency situations, civil protection and security. Madrid, 28 April 2009

Entry into force: *25 August 2012 by notification, in accordance with article 15*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 11 October 2012*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Espagne
et
France**

Accord entre le Gouvernement du Royaume d'Espagne et le Gouvernement de la République française dans le domaine des situations d'urgence, de la protection et de la sécurité civiles. Madrid, 28 avril 2009

Entrée en vigueur : *25 août 2012 par notification, conformément à l'article 15*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 11 octobre 2012*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE

**LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME D'ESPAGNE**

ET

**LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**DANS LE DOMAINE DES SITUATIONS D'URGENCE,
DE LA PROTECTION ET DE LA SECURITE CIVILES**

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne,

et

Le Gouvernement de la République française,

Ci-après dénommés les Parties,

Sachant que le Gouvernement espagnol et le Gouvernement français ont conclu le 11 octobre 2001 un traité, entré en vigueur le 1^{er} mars 2003, en matière de protection et de sécurité civiles ;

Considérant l'accord de coopération dans le domaine de la défense signé par le Gouvernement espagnol et le Gouvernement français le 7 octobre 1983 ;

Désireux de renforcer la coopération et l'interopérabilité entre leurs unités militaires respectives en matière de situations d'urgence, de protection et de sécurité civiles : le COMmandement des FORMations Militaires de la Sécurité Civile (COMFORMISC) et l'Unité militaire des urgences (UME), à l'effet de promouvoir l'entente réciproque et la connaissance à travers des actions d'information, de formation, d'instruction, d'entraînement et d'exercice en matière d'urgence, de protection et de sécurité civiles afin de pouvoir répondre rapidement et convenablement à des situations de risques de catastrophes naturelles et d'accidents technologiques,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

L'objet du présent Accord est de définir les conditions générales régissant la coopération entre les Parties lors des échanges entre les membres du Commandement des formations militaires de la sécurité civile désigné sous l'appellation COMFORMISC et ceux de l'Unité militaire des urgences, désignée sous l'appellation UME, en matière d'information, de formation, d'instruction, d'entraînement et d'exercice concernant les situations d'urgence, de protection et de sécurité civiles.

Le général commandant les Formations militaires de la sécurité civile (FORMISC) et le général commandant l'Unité militaire des urgences sont autorisés à signer des notes de service précisant, au cas par cas, les modalités pratiques de mise en œuvre des actions de coopération engagées dans le cadre du présent Accord.

Article 2

1. Pour la mise en œuvre du présent Accord, les Parties désignent comme administrations compétentes :

- pour la Partie française, le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales ;
- pour la Partie espagnole, le ministère de la Défense.

2. Les Parties se notifient, par voie diplomatique, toute modification concernant la dénomination des administrations visées à l'alinéa 1.

Article 3

La coopération précitée s'articule autour des thèmes suivants :

1. l'échange d'informations non classifiées prévu à l'article 1 du présent Accord est effectif dès la mise à la disposition de l'UME des documents et autres matériels, quel que soit leur support, élaborés par le COMFORMISC et portant sur ses domaines de compétence, sous réserve que cet échange ne provoque aucun dysfonctionnement dans les différentes unités composant le COMFORMISC.

2. l'échange d'observateurs : le COMFORMISC accueille au sein de ses unités opérationnelles des observateurs de l'UME et envoie en mission auprès de celle-ci des « officiers d'échange », à la demande de l'UME, comme conseillers ou assistants techniques.

3. la participation à des formations et l'appui à leur réalisation : le COMFORMISC met des places à la disposition de l'UME, dans la mesure du possible, pour des formations sur les risques de catastrophes naturelles et d'accidents technologiques que la France peut organiser. Des cadres du commandement du COMFORMISC peuvent être envoyés en mission auprès de l'Unité militaire des urgences afin de collaborer à la planification et à la réalisation des formations que celle-ci peut organiser en Espagne dans les domaines mentionnés.

Dès l'entrée en fonction de l'Unité militaire des urgences, le développement de cette coopération est envisagé dans la perspective d'aboutir à l'échange régulier d'officiers entre les unités opérationnelles des Formations Militaires de la Sécurité Civile (FORMISC) et de l'UME. Ses dispositions feront l'objet d'un arrangement administratif spécifique.

Article 4

1) Échange d'informations non classifiées

L'échange d'informations prévu dans le présent Accord porte sur les domaines suivants :

a) risques naturels

- feux de forêts (dont spécificité des interventions hélicoptées et retardant terrestre) ;
- sauvetage sous décombres ;
- aménagement du terrain (glissements de terrains) ;
- inondations (dont spécificité des interventions hélicoptées).

b) risques technologiques

- décontamination de masse ;
- intervention en milieu à risque radiologique ;
- intervention en milieu à risque chimique.

c) intervention humanitaire

- traitement de l'eau ;
- unité médicale projetable ;
- soutien aux personnes déplacées et/ou appui à l'évacuation de population.

2) Échange d'observateurs

Les personnels de l'UME envoyés en mission auprès des unités du COMFORMISC peuvent s'intégrer dans les compagnies d'intervention afin de bénéficier d'un échange d'informations et de formations sur les domaines mentionnés ci-dessus.

Ils peuvent notamment avoir accès à la problématique relative à la formation initiale et complémentaire, à l'instruction, à l'entraînement et aux exercices. À ce titre, ils peuvent se faire expliquer la doctrine et les concepts d'emploi des détachements d'intervention.

De plus, ils sont autorisés à utiliser et manipuler les matériels en présence d'un membre des FORMISC. Ils sont autorisés à circuler à bord des véhicules des FORMISC, en tant que passagers.

Dans le cadre des groupements opérationnels de lutte contre les feux de forêts déployés par le COMFORMISC, des observateurs de l'UME peuvent être envoyés en mission au sein des postes de commandement, pour des périodes à définir conjointement.

3) Actions de formation (stage, entraînement, exercice)

1. Les deux Parties s'engagent à communiquer, quatre semaines avant le début de chaque action de formation :

- les objectifs de la formation ;

- l'organisation générale, en précisant le déroulement, la période et le lieu de la formation ou de l'exercice ;
- le nom du responsable de la formation ou de l'exercice ;
- la liste nominative des stagiaires ;
- la liste nominative des formateurs ;
- le cas échéant, le coordinateur des exercices pratiques ;
- les moyens utilisés ;
- le niveau de connaissances et l'expérience préalable que doit posséder le stagiaire pour son admission à la formation ;
- le type d'exercices pratiques à réaliser ;
- les modalités administratives et pratiques (restauration, hébergement).

2. Il revient à la Partie sur le territoire de laquelle se déroule la formation :

- d'organiser et de développer la phase de la formation qui a lieu sur son territoire ;
- dans les cas où les formations sont organisées sur le territoire français, de demander à la Partie espagnole d'exclure de la formation le personnel en mission, si la Partie française l'estime nécessaire.

3. Il revient à l'autre Partie :

- de désigner le personnel en mission, tout en certifiant qu'il remplit les conditions requises pour assister à la formation ;
- de décider d'exclure de la formation le personnel en mission et de faire de même si l'exclusion est demandée par la Partie française quand celle-ci organise la formation.

4. Au cours des exercices pratiques, le stagiaire est tenu de respecter les directives techniques (mesures de sécurité et matériels adaptés) du directeur de l'exercice ainsi que les normes de sécurité en application dans l'Etat d'accueil et d'utiliser les équipements de protection incendies réglementaires en vigueur dans l'Etat d'accueil. Dans le cas contraire, le directeur de l'exercice interrompra l'action de formation pour en informer le responsable qui pourra décider l'annulation de la formation.

Le stagiaire qui achève la formation avec une qualification égale ou supérieure à la note minimale exigée reçoit un diplôme qui le qualifie dans le domaine enseigné.

Le stagiaire qui ne termine pas la formation ou qui n'obtient pas la note minimale, reçoit une attestation de stage.

5. Il est possible de prendre des photographies et de filmer lors des exercices pratiques sauf cas particuliers précisés par le directeur de l'exercice.

Les formations sont dispensées dans la langue de la Partie qui les organise.

Article 5

En fonction des impératifs opérationnels, les autorités respectives des unités se réservent le droit de retirer sans préavis tout ou partie du personnel et des matériels.

Article 6

1. Le personnel en mission dépend des autorités de son Etat d'origine. Il est tenu de respecter les lois et règlements de l'Etat qui le reçoit.
2. Le personnel en mission agit conformément aux instructions données par les cadres de commandement de l'Etat d'accueil, à condition toutefois que ces ordres concernent les activités en relation avec l'objet du présent Accord.
3. Le personnel en mission ne peut exercer aucun pouvoir disciplinaire sur le personnel de l'Etat d'accueil.
4. En cas de faute disciplinaire commise par le personnel en mission, il est fait application des dispositions de l'article VII de la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord relatif au statut de leurs forces signée le 19 juin 1951.
5. La participation aux formations mentionnées dans le présent Accord n'ouvre droit à aucune rémunération particulière de la part des Parties signataires. Le personnel en mission reste soumis aux règles relatives à la rémunération en vigueur dans son pays d'origine.

Article 7

1. Pour la durée de l'échange et les délais de mise en place, les participants, à titre individuel, restent couverts par leurs employeurs respectifs pour les accidents et les dommages leur survenant ou ceux qu'ils causeraient à des tiers.
2. Les deux Parties s'engagent :
 - à renoncer à toute demande d'indemnité l'une envers l'autre en cas d'incident ou d'accident dans le cadre des actions d'information, de formation ou d'entraînement ;
 - à prendre en charge la totalité du règlement des dommages matériels pour leurs biens respectifs ;
 - à faire appliquer les mesures de sécurité correspondant à chaque type de formation ou d'entraînement dans le respect des règles des référentiels en vigueur et des directives particulières mises en œuvre ;
 - à informer les responsables des deux organismes de tout événement grave, accident, perte ou avarie pouvant survenir au personnel ou aux matériels mis à disposition lors d'une information, d'une formation ou d'un entraînement.
3. En cas de préjudice causé volontairement, chacune des Parties assume les frais occasionnés par son agent vis à vis de la personne physique ou de l'entité publique ou privée propriétaire du bien endommagé.

Article 8

Le personnel en mission se soumettra en matière de journée et horaires de travail au même régime que le personnel de l'Etat d'accueil.

Il se verra accorder les permissions correspondant à sa situation selon la réglementation en vigueur dans son Etat d'origine, à moins que l'Etat d'accueil ne fasse des objections justifiées.

Article 9

Le personnel en mission porte l'uniforme national qui correspond le mieux à celui prévu par l'Etat d'accueil pour l'activité ou la cérémonie concernée.

Article 10

En cas de besoin, l'Etat d'accueil fournit au personnel en mission, moyennant le versement de la contrepartie économique correspondante par l'Etat d'origine ou par l'intéressé lui-même, le logement dans des bâtiments militaires et l'alimentation dans des conditions identiques à celles appliquées au personnel de l'Etat d'accueil.

Article 11

Le personnel en mission a accès à l'assistance médicale et à la chirurgie dentaire sur le territoire de l'Etat d'accueil dans les mêmes conditions que le personnel de l'Etat d'accueil. Les consultations et les opérations médicales personnelles qui impliquent des frais sont à la charge du personnel en mission.

Article 12

Les actions de formation ou d'entraînement sont réalisées à titre gracieux et réciproque par les deux Parties au profit de leurs personnels.

1. Dans la limite de ses disponibilités financières, l'Etat d'origine prend en charge, pendant la période où le personnel est en mission, les dépenses suivantes :

- le salaire et l'indemnité du personnel en mission ;
- les dépenses de transport du personnel en mission vers l'Etat d'accueil ainsi que l'indemnité de déplacement ;
- les dépenses résultant d'un rapatriement pour raisons sanitaires du personnel en mission ;
- les dépenses funéraires et de transport de la dépouille, aussi bien que toutes les autres dépenses occasionnées par le décès du personnel en mission.

2. Dans la limite de ses disponibilités financières, l'Etat d'accueil prend en charge, pendant la période où le personnel de l'Etat d'origine se trouve en mission sur son territoire, les dépenses suivantes :

- les frais de déplacement et autres dépenses relatives à des missions ou des formations effectuées à la demande de l'Etat d'accueil dans le cadre du présent Accord.

Article 13

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord est réglé à l'amiable entre les deux Parties. Si celles-ci ne parviennent pas à trouver un accord, le différend est porté devant la commission mixte prévue à l'article 14 du présent Accord.

Article 14

Il est créé une commission mixte spécifique. Cette commission se réunit avant le 15 septembre de chaque année, alternativement en France et en Espagne. Elle est présidée par le chef d'unité de l'Etat d'accueil. La commission définit le plan annuel de formation, le nombre d'échanges et les actions réciproques menées par les deux unités.

Article 15

1. Le présent Accord entre en vigueur le jour suivant la date de réception de la dernière notification transmise par voie diplomatique de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée.

3. Les Parties peuvent d'un commun accord modifier ou compléter par avenant le présent Accord. Cet avenant entrera en vigueur selon la procédure prévue à l'alinéa 1.

4. Chaque Partie peut dénoncer le présent Accord avec un préavis minimum de six mois par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. Cette dénonciation prend effet après un délai de deux mois après la réception de sa notification.

5. La dénonciation du présent Accord ne remet pas en cause l'exécution des actions en cours, sauf si les Parties en conviennent autrement.

Fait à Madrid, le 28 d'Avril du 2009, en deux exemplaires, chacun en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

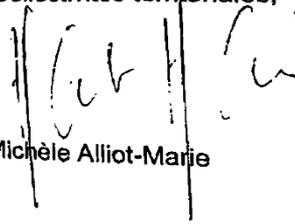
La ministre de la Défense



Carme Chacón Piqueras

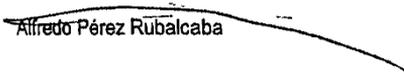
Le ministre de l'Intérieur

La ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer
et des Collectivités territoriales,



Michèle Alliot-Marie

Alfredo Pérez Rubalcaba



[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO

ENTRE

EL GOBIERNO DEL REINO DE ESPAÑA

Y

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA

EN EL ÁMBITO DE LAS SITUACIONES DE EMERGENCIA,

Y DE PROTECCIÓN Y SEGURIDAD CIVILES

El Gobierno del Reino de España,

y

El Gobierno de la República Francesa,

en lo sucesivo denominados "las Partes",

Conscientes de que el Gobierno español y el Gobierno francés concluyeron el 11 de octubre de 2001 un Convenio, que entró en vigor el 1 de marzo de 2003, en materia de protección y de seguridad civiles;

Tomando en consideración el Acuerdo de Cooperación en el ámbito de la defensa firmado por el Gobierno español y el Gobierno francés el 7 de octubre de 1983;

Deseosos de intensificar la cooperación y la acción operativa conjunta de sus unidades militares respectivas en materia de situaciones de emergencia, y de protección y seguridad civiles: la Unidad Militar de Emergencias (UME) y el Mando de Formaciones Militares de Seguridad Civil (COMFORMISC), al efecto de promover el entendimiento mutuo y el conocimiento a través de acciones de información, formación, instrucción, entrenamiento y ejercicios en materia de urgencias, y de protección y seguridad civiles, con el fin de poder responder con rapidez y eficacia frente a las situaciones planteadas por riesgos de catástrofes naturales y accidentes tecnológicos,

Han convenido lo siguiente:

Artículo 1

El objeto del presente Acuerdo es la definición de las condiciones generales que deben regir la cooperación entre las Partes con ocasión de los intercambios de miembros de la Unidad Militar de Emergencias, designada con el acrónimo UME, y del Mando de Formaciones Militares de Seguridad Civil, designado con el acrónimo CONFORMISC, en materia de información, formación, instrucción, entrenamiento y ejercicios en relación con situaciones de emergencia, y de protección y seguridad civiles.

El general al mando de la Unidad Militar de Emergencias y general al mando de las Formaciones Militares de Seguridad Civil (FORMISC) quedan autorizados para firmar notas de servicio en donde se precisen, caso por caso, las modalidades prácticas de aplicación de las acciones de cooperación emprendidas en el marco del presente Acuerdo.

Artículo 2

1. Con respecto a la aplicación del presente Acuerdo, las Partes designan como administraciones competentes:

- por la Parte española, el Ministerio de Defensa;
- por la Parte francesa, el Ministerio de Interior, Ultramar y Colectividades Territoriales.

2. Las Partes se notificarán, por conducto diplomático, cualquier modificación en relación con la designación de las administraciones a que se refiere el párrafo 1.

Artículo 3

La cooperación mencionada se articula en torno a los temas siguientes:

1. El intercambio de información no clasificada a que se refiere el artículo 1 del presente Acuerdo se hará efectivo desde el momento en que se ponga a disposición de la UME documentación y demás material, cualquiera que fuera su soporte, elaborado por el COMFORMISC y que pertenezca a su ámbito de competencia, salvo en el caso de que dicho intercambio pueda provocar alguna disfunción en las diversas unidades que componen el COMFORMISC.

2. El intercambio de observadores: El COMFORMISC acogerá en sus unidades operativas a observadores de la UME y enviará en misión ante ésta última y a petición de la misma "oficiales de intercambio", como asesores o asistentes técnicos.

3. La participación en acciones de formación y el apoyo a su realización: El COMFORMISC pondrá plazas a disposición de la UME, en la medida de lo posible, para efectuar acciones de formación sobre riesgos de catástrofes naturales y accidentes tecnológicos que Francia pueda organizar. Podrá enviarse en misión a la Unidad Militar de Emergencias a personal de mando del COMFORMISC con el fin de que colabore en la planificación y la realización de acciones de formación que la misma pueda organizar en España en los ámbitos indicados.

Desde la puesta en práctica de la Unidad Militar de Emergencias, la evolución de esta cooperación se prevé con la perspectiva de lograr un intercambio regularizado de oficiales entre las unidades operativas de la UME y de las Formaciones Militares de Seguridad Civil (FORMISC). Sus disposiciones serán objeto de un acuerdo administrativo específico.

Artículo 4

1) Intercambio de informaciones no clasificadas

El intercambio de información previsto en el presente Acuerdo tratará de las siguientes materias:

a) Riesgos naturales

- incendios forestales (con especificación de las intervenciones helitransportadas y retardador terrestre);
- salvamento bajo escombros;
- acondicionamiento del terreno (deslizamiento de tierras);
- inundaciones (con especificación de las intervenciones helitransportadas);

b) Riesgos tecnológicos

- descontaminación de masas;
- intervención en entornos con riesgo radiológico;
- intervención en entornos con riesgo químico;

c) Intervención humanitaria

- tratamiento del agua;
- unidad médica proyectable;
- asistencia a personas desplazadas y/o apoyo a la evacuación de la población;

2) Intercambio de observadores

El personal de la UME enviado en misión en unidades del COMFORMISC podrá integrarse en las compañías de intervención con el fin de beneficiarse de un intercambio de información y de formación en los ámbitos indicados anteriormente.

En particular podrán tener acceso a la problemática relativa a la formación inicial y complementaria, a la instrucción, al entrenamiento y a los ejercicios. A estos fines, podrán hacerse explicar la doctrina y los conceptos utilizados por los destacamentos de intervención.

Además, quedarán autorizados para utilizar y manejar los materiales en presencia de un miembro de las FORMISC. Estarán autorizados para circular a bordo de los vehículos del FORMISC como pasajeros.

En el marco de las agrupaciones operativas de lucha contra incendios forestales

desplegadas por el COMFORMISC, podrán ser enviados observadores en misión de la UME a los puestos de mando, por periodos que se definirán conjuntamente.

3) Actividades de formación (cursillos, entrenamiento, ejercicios)

1. Ambas Partes se comprometen a comunicar cuatro semanas antes del comienzo de cada acción de formación:

- los objetivos de la formación;
- la organización general, precisando su desarrollo, el plazo y el lugar de la formación o del ejercicio;
- el nombre del responsable de la formación o del ejercicio;
- la lista nominativa de los cursillistas;
- la lista nominativa de los formadores;
- en su caso, el coordinador de los ejercicios prácticos;
- los medios utilizados;
- el nivel de conocimientos y la experiencia previa que deba poseer el cursillista para ser admitido en la formación;
- el tipo de ejercicios prácticos que vayan a realizarse;
- las modalidades administrativas y prácticas (restauración, alojamiento).

2. Corresponderá a la Parte en cuyo territorio se desarrolle la formación:

- la organización y el desarrollo de la fase de formación que tenga lugar en su territorio;
- en el caso en que la formación se organice en territorio francés, solicitar a la Parte española la exclusión de la formación del personal en misión, si la Parte francesa lo considera necesario.

3. Corresponde a la otra Parte:

- designar el personal en misión, certificando al propio tiempo que el mismo reúne las condiciones requeridas para asistir a la formación;
- decidir la exclusión de la formación del personal en misión y proceder del mismo modo en el caso de que la exclusión se solicite por la Parte francesa cuando ésta organice la formación.

4. En el transcurso de los ejercicios prácticos, el cursillista estará obligado a respetar las directrices técnicas (medidas de seguridad y materiales adaptados) del director del ejercicio, así como las normas de seguridad de aplicación en el Estado de acogida, y utilizar los equipos de protección contra incendios reglamentarios vigentes en el Estado de acogida. En caso contrario, el director del ejercicio interrumpirá la acción de formación para informar de ello al responsable, quien podrá decidir la anulación de la formación.

El cursillista que finalice la formación con una calificación igual o superior a la nota mínima exigida recibirá un diploma que le cualifique en el ámbito de dicha formación.

El cursillista que no finalice la formación, o que no obtenga la nota mínima, recibirá una certificación de haber asistido al cursillo.

5. Se podrán tomar fotografías y filmar en los ejercicios prácticos, excepto en casos particulares precisados por el director del ejercicio.

La formación será dispensada en la lengua de la Parte que la organice.

Artículo 5

En función de los imperativos operacionales, las autoridades respectivas de las unidades se reservan el derecho de retirar sin previo aviso la totalidad o parte del personal y de los materiales.

Artículo 6

1. El personal en misión dependerá de las autoridades de su Estado de origen. Estará obligado a respetar las leyes y reglamentos del Estado de acogida.

2. El personal en misión actuará conforme a las instrucciones recibidas de los mandos del Estado de acogida, a condición, no obstante, de que dichas órdenes se refieran a las actividades relacionadas con el objeto del presente Acuerdo.

3. El personal en misión no podrá ejercer ningún poder disciplinario sobre el personal del Estado de acogida.

4. En caso de falta disciplinaria cometida por el personal en misión, se aplicarán las disposiciones del artículo VII del Convenio entre los Estados Partes del Tratado del Atlántico Norte relativo al Estatuto de sus Fuerzas, firmado el 19 de junio de 1951.

5. La participación en las acciones de formación indicadas en el presente Acuerdo no dará derecho a remuneración particular alguna por parte de los Estados signatarios. El personal en misión seguirá estando sometido a las normas relativas a la remuneración vigentes en su país de origen.

Artículo 7

1. Durante el período del intercambio y de los plazos aplicados, los participantes, de modo individual, seguirán cubiertos por sus empleadores respectivos en relación con los accidentes y los daños que puedan sobrevenirles o con los que pudieran causar.

2. Ambas Partes se comprometen a:

- renunciar a toda demanda de resarcimiento frente a la otra Parte en caso de incidente o accidente en el marco de las actividades de información,

formación o entrenamiento;

- hacerse cargo de la totalidad del pago de los daños materiales causados a sus bienes respectivos;
- aplicar las medidas de seguridad que correspondan a cada tipo de formación o entrenamiento, respetando las normas de referencia vigentes y las directrices particulares puestas en práctica;
- informar a los responsables de los dos organismos de cualquier acontecimiento grave, accidente, pérdida o avería que puedan sobrevenir al personal o a los materiales puestos a disposición al efectuar una información, una acción de formación o un entrenamiento.

3. En el caso de un daño causado intencionadamente, cada una de las Partes se hará cargo de los gastos ocasionados por su agente frente a la persona física o la entidad pública o privada propietaria del bien dañado.

Artículo 8

El personal en misión se someterá en materia de jornadas y horarios de trabajo al mismo régimen que el personal del Estado de acogida.

Se concederá al mismo los permisos correspondientes a su situación en virtud de la reglamentación vigente en su Estado de origen, a menos que el Estado de acogida plantee objeciones justificadas.

Artículo 9

El personal en misión portará el uniforme nacional que mejor corresponda al previsto por el Estado de acogida para la actividad o la ceremonia de que se trate.

Artículo 10

En caso necesario, el Estado de acogida proporcionará al personal en misión, mediante el desembolso de la contrapartida económica correspondiente por parte del Estado de origen o por el propio interesado, el alojamiento en edificios militares y la alimentación en condiciones idénticas a las aplicadas al personal del Estado de acogida.

Artículo 11

El personal en misión tendrá acceso a la asistencia médica y quirúrgica dental en el territorio del Estado de acogida en las mismas condiciones que el personal del Estado de acogida. Las consultas y las operaciones médicas personales que impliquen gastos correrán a cargo del personal en misión.

Artículo 12

Las acciones de formación o de entrenamiento se llevarán a cabo bajo los principios de gratuidad y reciprocidad por ambas Partes en favor de su personal.

1. El Estado de origen se hará cargo, dentro de sus disponibilidades financieras y durante el tiempo en que permanezca en misión el personal, de los siguientes gastos:

- el salario y la remuneración del personal en misión;
- los gastos de transporte del personal en misión ante el Estado de acogida, así como de las dietas por desplazamiento;
- los gastos que resulten de la repatriación por razones de salud del personal en misión;
- los gastos funerarios y de transporte del cadáver, así como todos los demás gastos ocasionados por el fallecimiento de algún miembro del personal en misión.

2. El Estado de acogida se hará cargo, dentro de sus disponibilidades financieras y durante el tiempo en que el personal del Estado de origen permanezca en misión en su territorio, de los siguientes gastos:

- los gastos de desplazamiento y demás gastos relacionados con las misiones o con acciones de formación llevadas a cabo a solicitud del Estado de acogida dentro del marco del presente Acuerdo.

Artículo 13

Cualquier controversia relativa a la interpretación o a la aplicación del presente Acuerdo se solucionará de modo amistoso entre ambas Partes. Si éstas no pudieran alcanzar un acuerdo, su solución se llevará ante la Comisión Mixta prevista en el artículo 14 del presente Acuerdo.

Artículo 14

Se constituirá una Comisión Mixta específica. Ésta se reunirá con anterioridad al 15 de septiembre de cada año, alternativamente en España y Francia. Estará presidida por el Jefe de Unidad del Estado de acogida. La Comisión determinará el plan anual de formación, el número de intercambios y las acciones recíprocas que deberán llevar a cabo ambas Unidades.

Artículo 15

1. El presente Acuerdo entrará en vigor el día siguiente al de la fecha de recepción de la última notificación transmitida por conducto diplomático del cumplimiento por cada una de las Partes de los procedimientos internos requeridos en cada una de

ellas para la entrada en vigor del presente Acuerdo.

2. El presente Acuerdo se concluye por una duración indefinida.

3. Las Partes podrán de común acuerdo modificar o completar por medio de un suplemento el presente Acuerdo. Este suplemento surtirá efecto de conformidad con el procedimiento previsto en el párrafo 1.

4. Cada una de las Partes podrá denunciar el presente Acuerdo mediante notificación por escrito con una antelación mínima de seis meses dirigida por conducto diplomático a la otra Parte. Dicha denuncia entrará en vigor tras un plazo de dos meses desde la recepción de su notificación.

5. La denuncia del presente Acuerdo no exime a las Partes del cumplimiento de las acciones en curso, excepto en el caso de que las mismas convengan de otro modo.

Hecho en Madrid, el 28 de abril de 2009, en dos ejemplares, cada uno de ellos en lenguas española y francesa, siendo igualmente auténticos ambos textos.

La Ministra de Defensa



Carme Chacón Piqueras

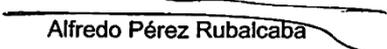
La Ministra de Interior, Ultramar y
Colectividades Territoriales



Michèle Alliot-Marie

El Ministro del Interior

1



Alfredo Pérez Rubalcaba